VILLE DE
Châteaubernard

# REVUE DE PRESSE

## Mardi 23 janvier 2018

SUD OUEST

Charente Libre

■ La SNCF présentait hier à Bordeaux ses bons chiffres, son bilan et ses perspectives ■ Les élus charentais se sont invités à la conférence de presse ■ Dialogue de sourds sur les dessertes TGV.

SNCF voulait annoncer ses bons résultats. Les élus de Charente, toujours en colère si on leur parle des dessertes TGV, sont venus perturber la fête. Photos Quentin Petit

# TGV: les Charentais forcent la porte de la SNCF

Jean-François BARRÉ
jf.barre@charentelibre.fr

«*Vous ne nous avez pas prévenus. Aucune concertation. Vous faites comme ça avec vos syndicats? Vous faites comme ça avec vos travailleurs?*» Ce n'est pas du Front de gauche. C'est du Jean-François Dauré dans le texte.

Ce devait être une belle conférence de presse, hier matin, pour annoncer les bons résultats engrangés par SNCF, grâce notamment à la mise en service de la grande vitesse en juillet dernier. Et puis voilà. Dauré (Agglo), Bonneau (Département), Bonnefont (Angoulême), Braud (CCI), se sont mis dans l'idée de forcer les portes de la salle de réunion de la SNCF, à un jet de pierre de la gare de Bordeaux-Saint-Jean, dans le saint du saint régional ferroviaire. Ils y ont déployé une banderole.

Celle qui habituellement bloque les trains en gare d'Angoulême. Et qui a failli éclipser le carton qui fait la fierté de SNCF: les 70 % de voyageurs supplémentaires entre l'Île-de-France et Bordeaux, les 15 % de mieux entre Angoulême, Paris et Bordeaux.

### Cueilli à froid

L'intrusion a un peu surpris, cueilli à froid Philippe Bru, le directeur régional de SNCF mobilités. Le ton est vite monté. Les élus charentais n'ont que modérément apprécié que leur hôte contraint vienne leur dire, sans fioritures, que le premier de leur souci, la grille des dessertes TGV, «*s'adapte, mais qu'elle n'a jamais été faite pour répondre à trente personnes qui ont fait un choix de vie et qui viennent travailler à Angoulême*».

C'est prendre «*l'histoire par le petit bout de la lorgnette*». Très remonté, Jean-François Dauré s'en est vite pris au patron régional de SNCF. Et Xavier Bonnefont a pu enfoncer le clou, énervé par la stratégie mise en avant du transporteur. «*Un TGV populaire que les élus nous réclament aussi et que les passagers plébiscitent.*» Si le succès de Ouigo est bien réel, c'est aussi ce qui fâche. C'est pour insérer un troisième aller-retour que la grille a été modifiée, que les trains «*stratégiques*» pour les «*travailleurs, les chefs d'entreprise*» ont été supprimés.

> **Aucune concertation. Vous faites comme ça avec vos syndicats? Vous faites comme ça avec vos travailleurs?**

«*Une stratégie pour les loisirs et les vacanciers*» que le patron régional de SNCF a voulu justifier.

Dialogue de sourds. «*Le TGV, c'est une trame établie sur l'ensemble de l'axe atlantique. Et heureusement pas que pour la desserte intrarégionale entre Angoulême et Bordeaux. L'essentiel du marché se situe sur la longue distance*», dit la SNCF.

«*Un bassin de 900 000 habitants, un développement économique, un tissu industriel, le cognac*», avait aussi insisté Xavier Bonnefont. Philippe Bru a dû en convenir, une fois la délégation repartie prendre son Ouigo pour Angoulême. Tous les clients sont importants. «*Il n'a jamais été question dans notre stratégie de ne pas avoir la plus grande attention pour le territoire charentais*», s'est-il défendu. Et concédé que «*de travail, l'économie, les déplacements professionnels, un TGV pour tous*», c'était aussi important. Mais les élus charentais ne sont pas prêts à entendre «*complémentarité avec les transports régionaux*», pas prêts non plus à se satisfaire de l'ouverture, comme le rappelle Éric Redonnet, responsable TGV Sud-Ouest, des Ouigo aux abonnés. Difficile question d'équilibre. «*J'ai juste voulu dire*, précise Philippe Bru, *que pour arriver très tôt à Bordeaux avec des arrêts, il faut partir très très tôt de Paris. Et un départ à 5h30, personne ne veut de ça.*»

Le comité de suivi, demandé par la Région et l'État, promis pour début février, dont la date n'a pas été encore communiquée, risque d'être houleux. «*Mais c'est là où se fera le dialogue avec les élus*», appuie Éric Redonnet.

La concertation est «*permanente*», insiste SNCF. «*Escroquerie*, rétorquait hier soir Jean-François Dauré. *Ils viennent de voler 40 millions.*» Ceux que le département a mis au pot de la LGV. L'élu n'en démord pas. «*Il y a une convention de desserte.*» Le point d'équilibre va être difficile à trouver.

## Repères

**70 %, le carton.** La hausse de la fréquentation sur la ligne TGV Île-de-France - Bordeaux depuis la mise en service de la LGV en juillet dernier. Le TGV cartonne. Avec 500 000 passagers supplémentaires et 2,7 millions de billets, c'est devenu la troisième ligne en France derrière Lyon et Lille. Angoulême enregistre 15 % de fréquentation en plus, Poitiers 18 %, La Rochelle 16 %. C'est aussi 40 % de jeunes en plus et 50 % de pros.

**89,7 %.** Le taux de régularité des TER. En fait, ceux qui arrivent avec moins de cinq minutes de retard.

**City booster.** C'est la stratégie revendiquée par Gares et Connexions qui investit sur la rénovation de ses infrastructures. «Et on observe un investissement massif dans les quartiers autour des gares. Ce sera le cas à Angoulême. La passerelle est prévue à temps en novembre. Un espace de co-working ouvrira aussi à la place de l'actuel buffet en rénovation.»

**Pas d'indemnisation pour les TER.** Quand ils sont supprimés, c'est la Région qui perçoit une pénalité qui la réinvestit sur l'amélioration de l'information aux voyageurs.

## Des «chiens explo» pour les colis

Angoulême, c'est vraiment une épine pour SNCF. C'est de là qu'a démarré la paralysie de tout le réseau, la semaine dernière, parce qu'un colis, un sac avec des vêtements, avait été oublié dans une voiture. Évacuation, recours aux démineurs de... La Rochelle. Des heures à l'arrêt. Pour limiter l'impact, «*on travaille avec les services afin d'essayer de prendre un périmètre un peu plus restreint que celui qui consiste à bloquer complètement une gare*», explique Éric Redonnet, responsable TGV pour le Sud-Ouest. SNCF envisage de recruter des «*chiens renifleurs d'explosifs*» pour les plus grandes gares, «*ce qui permettrait de ne pas enclencher systématiquement une procédure lourde*», indique Philippe Bru, le directeur régional. «*On y travaille pour 2018. La première source, ça reste la vigilance. Après, on a du zonage, on a des rames écran. Mais quand on commence à rentrer là-dedans, c'est qu'un bagage abandonné a été repéré et tout un processus qui s'enclenche.*» Et qui échappe à SNCF. «*Dans les trains, mais c'est vrai aussi dans les gares.*»

Sur la défensive. Philippe Bru ne s'y attendait manifestement pas. Il a été cueilli à froid par les Charentais en colère.

**SOLIDARITÉ**

# Le Département fait don de 9 voitures à des associations

**Emmaüs Ruffec, Les Quatre Routes et l'ARU ont reçu hier des véhicules réformés du Département. Les associations les loueront aux plus précaires.** Photo Renaud Joubert

Quatre voitures pour l'Association régie urbaine qui œuvre dans le Grand-Angoulême, trois pour Les Quatre Routes à Cognac et deux pour Emmaüs Ruffec. Hier, le Département a fait don de neuf véhicules réformés de sa flotte à trois associations. Ces voitures vont désormais être mises en location auprès des bénéficiaires des minima sociaux, sur prescription. *«À l'ARU, nous louons nos voitures aux bénéficiaires pour quatre mois maximum, c'est une solution temporaire qui ne s'inscrit pas dans le temps»*, explique Olivier Chasson, directeur de la structure. 100 € de loyer le premier mois, 110 € le deuxième, 120 € le troisième. L'idée étant d'aider les personnes à être mobiles au moment d'une recherche d'emploi ou d'une formation.

*«Cela s'inscrit dans un projet global de création d'une plateforme mobilité,* explique Samuel Cazenave, vice-président en charge de l'insertion. *Et cela part du constat que le principal obstacle à la recherche d'emploi, c'est la mobilité.»*

À Emmaüs Ruffec, les voitures vont venir compléter une flotte de scooters *«pour pallier la problématique de mobilité en Charente limousine»*, déroule Ilham Bouhadjar, présidente de l'association qui fait également auto-école solidaire. Tout comme Les Quatre Routes dans le Cognaçais et le Sud-Charente qui aident aussi les bénéficiaires handicapés à apprendre à conduire. En juillet, le Département avait déjà fait don de dix voitures réformées. Des véhicules qu'il revend normalement entre 800 € et 1 200 € pièce à des particuliers.

# Territoires Charente: les partenaires se retirent d'une filiale

SAS Immobilière Charentaise: c'est le nom d'une filiale de Territoires Charente. La chambre régionale des comptes a tiqué et les partenaires, dont la CCI, se désengagent.

> Les pertes des autres actionnaires n'ont pas été compensées par des recettes de prestations de service.

Ismaël KARROUM
i.karroum@charentelibre.fr

«*On a demandé à retirer notre participation. Pour nous, il n'est plus question d'y mettre un centime.*» Président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI), Daniel Braud n'a pas attendu que la chambre régionale des comptes (CRC) rende son rapport public, jeudi dernier, pour entamer le désengagement de sa structure du capital de l'une des filiales de Territoires Charente, l'outil d'aménagement du territoire du Département. Cette filiale, c'est la SAS Immobilière Charentaise, une discrète structure créée en 2010 dans le but d'encaisser des loyers et dont le fonctionnement a étonné les magistrats de la CRC.

La SAS Immobilière Charentaise, c'est une filiale immobilière dont est actionnaire à hauteur de 22 % la SAEML Territoires Charente. L'actionnaire majoritaire, à 39 %, de cette filiale est «Immobilière Ceres», elle-même filiale du groupe Duval, une pointure de l'aménagement déjà partenaire de Territoires Charente pour le dossier du Mas-de-la-Cour à Châteaubernard notamment.

Immobilière Charentaise n'a aucun salarié et est présidée par un haut cadre du groupe Duval. Elle ne gère actuellement que les loyers des locaux édifiés pour les opérations Arvato, le centre d'appels de la zone industrielle numéro 3, et Hertus, l'usine implantée aux Montagnes-ouest à Champniers.

### Des pertes, mais pas pour tout le monde

À l'époque, GrandAngoulême cherche à attirer Arvato sur le territoire. L'agglo achète un bâtiment, 3,3 millions d'euros (hors frais financiers), puis le confie en bail emphytéotique sur quarante-cinq ans, moyennant un loyer de 90 000 euros par an, à Immobilière Charentaise. En théorie, sur cette durée, les élus ont joué la prudence, s'assurant un peu plus de 4 millions de loyers. Sauf que les magistrats de la chambre régionale des comptes observent qu'en seulement trois ans et demi, Immobilière Charentaise affiche une balance de loyers positive de plus de 700 000 euros.

La collectivité et Territoires Charente se privent ainsi de la plus grosse part de la rémunération. «*Elle s'est privée de l'intégralité des loyers versés ne recevant en contrepartie que le loyer du bail emphytéotique d'un montant bien moindre*», notent les magistrats. Arguments de l'agglo de l'époque: grâce à ce montage, la collectivité n'a pas à supporter «*le risque locatif*». En clair, la collectivité ne voulait pas prendre le risque de se retrouver avec un bâtiment vide sur le dos. Ce qui ne convainc pas la chambre régionale des comptes. Dans le rapport, elle rétorque: «*La SAEML est en mesure d'effectuer elle-même la gestion locative, et notamment de bâtiments commerciaux, cette activité constituant une part importante de son chiffre d'affaires.*»

La CRC observe pourtant qu'Immobilière Charentaise a des résultats négatifs en 2014 et 2015, car n'ayant aucun salarié, elle soustraite plusieurs activités. Mais le montage n'est pas déficitaire pour tous les actionnaires. Grâce à un contrat de prestation de service auprès de sa propre filiale qui lui a rapporté 72 000 euros, Territoires Charente compense sa perte en capital et affiche un solde positif de 12 000 euros.

Un autre actionnaire fait bien mieux. Majoritaire, Immobilière Ceres accuse d'un côté une perte de capital de 102,500 euros. Mais trois contrats de prestations de service – gestion des loyers, gestion administrative, assistance comptable – confiées à des entreprises... du groupe Duval permettent d'encaisser, à l'échelle du groupe, 224 000 euros. Bénéfice: 122 000 euros. Remarque des magistrats: «*Les pertes des autres actionnaires n'ont pas été compensées par des recettes de prestations de service.*»

**Daniel Braud n'a pas attendu que la chambre régionale des comptes rende son rapport public, jeudi dernier, pour entamer le désengagement de sa structure du capital de l'une des filiales de Territoires Charente, la SAS Immobilière Charentaise.** Photo archives Renaud Joubert

Et les autres actionnaires, justement, ne veulent plus de ce «qui perd gagne». La CCI a demandé à retirer ses billes. La nouvelle direction de Territoires Charente aussi. Les autres actionnaires sont la Caisse des dépôts et consignations, et des banques. Selon nos informations, des négociations ont lieu entre le groupe Duval et ses partenaires afin que le groupe de promotion immobilière et d'aménagement reprenne tout le capital d'Immobilière Charentaise. La négociation devrait aboutir courant 2018.

# Finances à l'agglo: les clefs du nouveau scénario

■ La nouvelle formule de la dotation de solidarité communautaire a été présentée aux maires

■ CL s'en est procuré les principaux éléments avant son passage au vote le 1er février

■ Pour certains, la douloureuse est sévère.

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Lors du prochain conseil, Jérôme Sourisseau proposera au vote cette nouvelle DSC qui crée déjà des remous en coulisses.

Photo archives Renaud Joubert

Une enveloppe globale amputée d'un million d'euros: 5,7M€ en 2018 contre 6,8M€ en 2017. Le revenu par habitant qui s'ajoute aux trois critères (1) de répartition retenus jusque-là pour une nouvelle donne dont la commune de Châteaubernard est la première à faire les frais, délestée de plus de 200 000 euros d'entrée de jeu.

*«Il y aura des heureux et des mécontents»*, avait confié Jérôme Sourisseau à CL, la semaine dernière, interrogé sur la nature de la nouvelle dotation de solidarité communautaire (DSC) qu'il proposera au vote lors du prochain conseil le 1er février. Si le président de l'agglo n'en dit pas beaucoup plus aujourd'hui, chaque élu du territoire sait désormais dans quel camp il se range. Après une présentation aux vice-présidents, cette DSC version 2 leur a été dévoilée jeudi dernier lors du bureau communautaire ouvert à tous les maires. Et ça grince des dents en coulisse, même si la tenue d'un vote informel lors de cette réunion a débouché sur une majorité de pour, quelques votes contre et des abstentions... Résultat qui laisse donc entrevoir une validation à venir de cette nouvelle formule. *«Si cela se confirme,* reste toutefois prudent Jérôme Sourisseau. *Je serai plus tranquille une fois ce vote passé.»*

### Châteaubernard pleure...

Outre le coup de rabot sur l'enveloppe globale, la baisse de moitié de cette dotation est confirmée, étalée sur trois ans et non plus six pour atteindre 3,4M€ en 2020. Une «cagnotte» est prévue afin de venir en aide aux petites communes déjà en difficulté financière. De 200 000 euros selon nos informations.

*«On ne les étrangle pas moins, à commencer par celles de l'ex-communauté de communes de GrandCognac»*, peste Pierre-Yves Briand, vice-président de l'agglo (mobilités et voirie) et maire de Châteaubernard, remonté contre cette nouvelle formule *«d'une injustice totale.»*

> On ne les étrangle pas moins, à commencer par les petites communes de l'ex-CDC de GrandCognac.

À ranger également dans le clan des mécontents, ses homologues du territoire cognaçais de Javrezac et Gimeux, Pascale Belle et Chantal Nadeau, *«parmi les votes contre»* lors de cette conférence des maires, dévoile en «off» un de leur pair. Ces deux vice-présidentes de l'agglo, respectivement en charge du développement durable et du tourisme, sont touchées elles aussi par cette refonte. Comme Annick-Franck Martaud (enfance-jeunesse) dont la commune de Houlette (ex-CDC de Jarnac) *«touchera des clopinettes en 2020.»* De quoi plomber l'ambiance pour le futur au sein même de la gouvernance de l'agglo...

### ... Châteauneuf rit

Parmi les heureux en revanche, Jarnac voit sa dotation grimper de près de 70.000 euros quand Châteauneuf décroche le pompon. 316.000 euros contre 217.000 euros en 2017. Pour rappel, elle était de 0 euro avant son entrée dans l'agglo. L'effet revenu par habitant, ce critère réclamé à grands cris depuis sa démission de la présidence par Michel Gourinchas qui a donc été entendu. La ville de Cognac voit ainsi sa dotation augmenter elle aussi, de 60.000 euros (1M, 460 000 euros).

*«Ses ex-collègues du Cognaçais peuvent lui dire merci pour le coup»*, persifle sous couvert d'anonymat un élu gagnant lui aussi de cette nouvelle version qui devrait passer malgré tout le cap du vote. Jérôme Sourisseau a d'ailleurs prévenu: *«Ce sera ça ou rien.»* Sachant que moins est toujours mieux que rien comme le soulignent de nombreux élus en coulisse...

(1) Le nombre d'habitants, effort fiscal et potentiel fiscal de chaque commune.

Recrutement

# L'hôtel Chais Monnet organise une journée job-dating jeudi

Arnaud Bamvens souhaite un recrutement original et audacieux, à l'image de l'établissement. Photo archives CL

Une cinquantaine de postes à pourvoir. Majoritairement en CDI et à temps plein. Pour les débutants, les confirmés ou ceux qui souhaitent prendre des responsabilités. Il n'y a pas que l'industrie qui recrute à Cognac (lire notre édition d'hier), il y a aussi le tourisme.

L'hôtel Chais Monnet, l'établissement cinq étoiles qui doit ouvrir ses portes cet été avenue Paul-Firino Martell, organise une journée job-dating, ce jeudi. Première étape d'un recrutement que le directeur général, Arnaud Bamvens, souhaite original.

Pour l'occasion - et comme le site est toujours en travaux -, ce sont les locaux de la chambre de commerce et d'industrie, situés 23, rue du Port, qui ont été mobilisés. Après avoir lancé l'information sur tous les réseaux sociaux, l'équipe de l'hôtel déjà constituée s'attend à recevoir du monde. Beaucoup de monde...

Pour des offres d'emploi dans différents domaines: les métiers de bouche (serveurs, barmen, cuisinier, pâtissier...), ceux de l'excellence (commercial, agent de réservation, comptable), dans l'hôtellerie (gouvernant, femme de chambre...), l'accueil (réceptionniste, concierge, voiturier...) et le bien-être (spa praticien, coach sportif...). Du personnel que l'établissement appelle *«distillateurs de bonheur»*, voué à *«partager nos valeurs d'excellence et notre exigence de perfection»*.

Les participants sont invités à venir munis d'un CV et d'une lettre de projet pour participer à une présentation et un entretien personnalisé... en quelques minutes. Un contact peut être pris en amont à l'adresse suivante: recrutement@chaismonnethotel.com.

**Journée job-dating, ce jeudi, de 9 h à 19 h dans les locaux de la chambre de commerce et d'industrie, rue du Port.**

EXPOSITION

# «Le paysage au fil du fleuve» jette l'ancre à Cognac

Après Vibrac, Bassac et Bourg-Charente, l'exposition «Le paysage au fil du fleuve» s'offre une dernière étape à Cognac. Elle investit le hall de l'hôtel de ville jusqu'au vendredi 2 février.

Vingt-neuf clichés de photographes amateurs sur l'indissociable lien entre le fleuve Charente et son environnement proche sont à découvrir. L'inauguration programmée ce soir à 18h30 sera accompagnée d'une conférence et d'une exposition sur la charte paysagère et architecturale du territoire, afin de retracer la génèse de cette action menée en partenariat par le conseil de développement territorial Ouest-Charente Pays de Cognac, le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) et le pôle d'équilibre territorial et rural.

L'initiative visait à mettre en lumière cette charte conçue comme support pour accompagner les projets de développement territorial, à la fois outil de connaissance (caractéristiques, évolutions des paysages...) et source d'idées d'aménagements pour une meilleure prise en compte du paysage comme du bâti.

Les photos ont été choisies après concours par un jury composé de membres de ces instances et de Julia Hasse, la photographe architecte cognaçaise.

**Expo visible à l'hôtel de ville jusqu'au vendredi 2 février, du lundi au jeudi (8h30 à 12h30, 13h30 à 17h30) et le vendredi jusqu'à 17 h.**

**Vingt-neuf clichés amateurs ont été retenus à l'issue d'un concours pour cette expo de mise en valeur du fleuve Charente et de la charte paysagère.** Photo archives CL

# L'activité ne cesse de progresser au centre Suzanne-Noël

## Le préfet a visité les lieux situés rue de Segonzac à Cognac, hier après-midi. L'occasion de faire le point sur l'année écoulée.

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

Hier après-midi, Pierre N'Gahane et Chantal Guélot ont visité le centre Suzanne-Noël, accueillis par l'Aserc et le club Soroptimist. Photo J. P.

C'est certainement la preuve qu'il y avait un besoin réel sur le territoire. Au centre Suzanne-Noël, créé en 2014 à Cognac, à l'initiative du club Soroptimist, l'activité ne cesse de progresser.

*«Notre première mission, c'est l'accueil des personnes victimes de violences conjugales. La seconde, c'est l'hébergement»*, a rappelé hier Sandrine Papon, la directrice de l'Aserc (1), qui gère la structure, à Pierre N'Gahane, le préfet de la Charente, et Chantal Guélot, la sous-préfète, venus visiter les lieux situés rue de Segonzac.

En 2017, 272 nuitées adultes et 302 nuitées enfants ont été comptabilisées dans l'hébergement d'urgence mis à disposition des victimes. Au total, six adultes et six enfants ont pu bénéficier des lieux, dans l'année, en même temps qu'un accompagnement. *«Notre objectif, c'est de permettre aux personnes de devenir autonomes et de se reconstruire un réseau. Souvent, le conjoint violent a fait fuir tout le monde.»* 574 nuitées: cela donne un taux de remplissage à 78 %. Il était de 44,66 % en 2016. *«C'est une chance d'avoir ce lieu-là»*, a assuré Sandrine Papon, mettant l'accent sur le côté «proximité» de la structure.

Mais l'hébergement n'a pas vocation à n'accueillir que des Cognaçais. 25 % environ des victimes qui y sont logées arrivent du secteur d'Angoulême. *«Parce qu'il faut les éloigner de leur bourreau.»* Des personnes qui sont orientées vers le centre via l'Afus 16, la Fédération des acteurs de l'urgence sociale de la Charente, ou le centre d'hébergement et de réinsertion sociale.

(1) Association socio-éducative de la région de Cognac.

# Macron en VRP du Made in France

«Si Toyota décide d'investir 300M€ et de créer 700 CDI ici, c'est parce que vous êtes bons», a lancé Emmanuel Macron aux employés de l'usine Toyota d'Onnaing (Nord), avant le sommet de Versailles. Photo AFP

■ Attirer les investisseurs étrangers ■ C'était l'objectif du mini-sommet organisé hier à Versailles en présence de 140 dirigeants de multinationales, à la veille du Forum de Davos.

Toyota, Google, SAP, Facebook... autant de multinationales qui ont offert hier à Emmanuel Macron des annonces d'investissements (lire en encadré) en France, à l'occasion du sommet «Choose France» où le chef de l'État avait convié à Versailles 140 patrons de grands groupes (Coca-Cola, Goldman Sachs, UPS, Alibaba, Bosch, Ikea, Barilla, Siemens, Volvo ou Rolls-Royce, etc).

Avant d'aller rencontrer ses hôtes au château, Emmanuel Macron a passé l'après-midi dans l'usine Toyota d'Onnaing (Nord) où le groupe japonais a annoncé 300M€ d'investissements et la création de 700 CDI d'ici 2020. C'est un moyen pour lui de démontrer que sa politique proentreprises relocalise des emplois industriels en France, avant un discours demain au Forum de Davos en faveur d'une mondialisation mieux organisée.

### Entretiens, déjeuners...

*«Si Toyota décide d'investir 300M€ et de créer 700 CDI ici, c'est parce que vous êtes bons»*, a-t-il lancé aux salariés du site créé en 2001, sous le gouvernement de Lionel Jospin. C'est aussi grâce aux grosses subventions de l'État et des collectivités locales, indispensables pour attirer les investissements créateurs d'emplois: l'État a apporté à Toyota 15 à 20M€, la région Hauts de France 11M€, le Fonds européen de développement régional 9M€, l'agglomération 5M€.

Les patrons les plus actifs en France ont eu droit hier soir à un entretien de 20 à 30 minutes en tête-à-tête avec ce président plébiscité par les milieux d'affaires. Plusieurs patrons ont aussi déjeuné avec le Premier ministre Édouard Philippe, qui a répondu à leurs questions sur les réformes en cours, la fiscalité, ou l'éducation. *«C'est important de montrer ce que nous avons fait»* depuis l'élection présidentielle et *«d'annoncer ce que nous allons faire»*, a expliqué l'Élysée.

*«Plus de trois milliards d'euros de projets ont été annoncés»*, a fait valoir le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, affirmant que *«certains projets n'auraient pas vu le jour sans les réformes du gouvernement - baisse de l'impôt sur les sociétés, flat tax sur les revenus financiers, réforme du code du travail»*.

### Pas que «l'effet Macron»

Le chef de l'État veut capitaliser sur l'amélioration de l'image de la France. 72 % des investisseurs américains escomptent une évolution positive en France contre 30 % en 2016, un record depuis 18 ans, selon un baromètre réalisé en novembre par la Chambre de commerce américaine et le cabinet Bain.

Paris estime avoir une carte à jouer dans un contexte marqué par le Brexit et l'imprévisibilité de Donald Trump, et tente notamment d'attirer à Paris les banques internationales qui voudraient quitter Londres.

Tout ne relève pas d'un *«effet Macron»*. L'année 2016 avait enregistré 1.117 investissements physiques étrangers en France (+16 %), un record depuis dix ans. Pourtant ces investissements créent moins d'emplois qu'avant. De plus, les géants américains du numérique, s'ils investissent en France, échappent largement à l'impôt sur les sociétés, ce contre quoi Paris tente de mobiliser l'Europe.

Pour attirer les entreprises, les Européens devront aussi faire face à une concurrence fiscale accrue des États-Unis, qui ont décidé d'abaisser leur impôt sur les sociétés de 35% à 21%.

## 3,5 milliards et 2.200 emplois

Ont été annoncés ou confirmés des investissements qui représentent au total 3,5 milliards d'euros et près de 2.200 emplois sur cinq ans, selon l'Élysée. Les cinq principaux projets:

■ **Le constructeur automobile japonais Toyota** va investir 300M€ et créer 800 emplois (dont 700 CDI) d'ici à 2020 sur son site d'Onnaing (Nord) près de Valenciennes. Investissement qui devra permettre de porter la capacité de production à 300.000 véhicules par an (contre 240.000 actuellement) et produire la 4e génération de la Yaris en 2020 et un nouveau modèle en 2021.

■ **Le principal éditeur européen de logiciels, l'Allemand SAP,** va investir 750M€: 150M€ par an pendant les cinq prochaines années pour la recherche et développement pour *«accélérer la croissance rapide de l'entreprise dans le "cloud" ainsi que l'apprentissage des machines, la blockchain, l'internet des objets ainsi que les logiciels en tant que service»*, selon le groupe.

■ **Le groupe pharmaceutique suisse Novartis** va investir au total 900M€: 300M€ pour le futur siège social à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), 300M€ pour ses activités de recherche-développement en France, 100M€ pour l'extension de son site de biotechnologies à Huningue (Haut-Rhin) et 200M€ pour l'assainissement des berges du Rhin près de ce site.

■ **Facebook** va lancer en France deux programmes pour former au numérique 65.000 personnes d'ici à la fin de l'année prochaine et investir 10M€ dans l'intelligence artificielle. Dans le détail, le réseau social va mettre en place, en partenariat avec Pôle emploi, un programme pour former 50.000 personnes «éloignées de l'emploi» au numérique d'ici à la fin 2019. Par ailleurs, il veut former dès cette année 15.000 femmes pour les aider à créer leur entreprise.

■ **Google** va ouvrir sur son siège parisien un centre de recherche fondamentale consacré à l'intelligence artificielle, le 3e du géant américain. Parallèlement, le nombre de salariés de Google à Paris passera de 700 à 1.000. En outre, il va ouvrir quatre centres répartis dans l'Hexagone pour proposer des formations gratuites dans le but de former 100.000 personnes au numérique par an.

# Inégalités: Oxfam interpelle les élites de Davos

*«Le boom des milliardaires n'est pas le signe d'une économie prospère, mais un symptôme de l'échec du système économique»*, a dénoncé hier la directrice d'Oxfam Winnie Byanyima, lors de la publication du rapport intitulé «Récompenser le travail, pas la richesse» à la veille de l'ouverture du World Economic Forum à Davos.

*«On exploite les personnes qui fabriquent nos vêtements, qui assemblent nos téléphones portables et cultivent les aliments que nous mangeons, afin de garantir un approvisionnement constant en produits pas chers, mais aussi pour grossir les profits des entreprises et leurs riches investisseurs»*, s'est-elle insurgée.

Depuis 2010, c'est-à-dire peu après le début de la crise en 2008, la richesse de l'*«élite économique»* a augmenté en moyenne de 13 % par année, a précisé Oxfam, avec un pic atteint entre mars 2016 et mars 2017.

Pour Oxfam, les ouvrières se retrouvent *«tout en bas de la pyramide»*. *«Dans le monde entier, les femmes gagnent moins que les hommes et elles sont surreprésentées dans les emplois les moins bien payés et les plus précaires»*, constate-t-elle.

L'ONG lance donc un appel aux dirigeants pour que *«l'économie fonctionne pour tous et pas uniquement pour une riche minorité»*.

## Toujours plus de richesses pour une poignée de nantis

**Un nouveau milliardaire** tous les **2 jours**.

**2.043 milliardaires** dans le monde, **9** sur **10** sont des **hommes**.

**82%** des richesses créées en **2017** ont bénéficié aux seuls **1% des plus riches**.

**0%** d'augmentation de richesses pour **50%** des plus pauvres.

**42 milliardaires** détiennent la même richesse que **3,7 milliards de personnes** soit **50% de la population mondiale**.

**L'évasion fiscale** est à l'origine d'un manque à gagner estimé à **170 milliards de dollars** pour les pays en développement.

**Un PDG** d'une multinationale d'habillement **gagne en 4 jours** ce qu'un **ouvrier bengali** du textile gagne en **une vie entière**.

**En France**, la fortune des **dix plus riches** a été multipliée par **12 en 20 ans**. Dans le même temps, plus de **1,2 million de personnes nouvelles tombaient dans la grande pauvreté**.

Sources : AFP - Rapport Oxfam

INFOGRAPHIE CL

# Prisons: le bras de fer dure

Les négociations entre les gardiens et la ministre de la Justice n'ont débouché sur aucune avancée tangible hier. Elles se poursuivront aujourd'hui. Le blocage des prisons est maintenu.

Les négociations sur la sécurité, l'emploi et la rémunération des personnels pénitentiaires doivent se poursuivre aujourd'hui entre le ministère de la Justice et les syndicats de surveillants qui ont décidé de maintenir la pression en appelant à une nouvelle journée de blocage des prisons.
Après l'échec de premières négociations samedi, Nicole Belloubet, la garde des Sceaux, recevra à 14h à la Chancellerie les trois organisations syndicales à l'origine du mouvement (Ufap-Unsa, CGT, FO) après les avoir rencontrées hier pour la première fois depuis le début de la mobilisation. *«C'est un métier extrêmement difficile»*, a reconnu la ministre à l'issue de la rencontre hier en rappelant les récentes *«agressions et tentatives d'assassinats»* subies par des surveillants.
Nicole Belloubet a tenu à préciser qu'elle souhaitait déboucher *«le plus rapidement possible»* sur *«des résultats concrets pour les personnels de surveillance»*.
Elle a indiqué pour cela que les négociations d'aujourd'hui porteront non seulement sur *«les créations d'emplois»*, *«la sécurité des personnels»* mais aussi sur *«la question indemnitaire»*, une revendication des syndicats qui n'avait pas été abordée lors des précédentes réunions.
La ministre de la Justice a toutefois précisé que l'indemnité, *«ce n'était pas les changements de statut»*, en réponse aux syndicats FO pénitentiaire et CGT qui réclament le passage des surveillants de la catégorie C à B de la fonction publique. *«Nous voulons une réflexion sur le métier. On ne veut plus être considérés comme de simples porte-clés»*, a déclaré Christopher Dorangeville, secrétaire général de la CGT-Pénitentiaire.

### 50 prisons totalement bloquées hier

Sur la question des emplois, la garde des Sceaux, qui a proposé le recrutement de 1.100 gardiens sur quatre ans, a expliqué *«ne pas être certaine de pouvoir faire un effort plus considérable»*.
*«Il est hors de question pour nous de suspendre le mouvement»*, a déclaré à la presse le secrétaire général de l'Ufap-Unsa Justice (majoritaire), Jean-François Forget. Son homologue à FO, Emmanuel Baudin, a appelé à *«amplifier»* le mouvement.
La journée d» hier a été marquée par une forte mobilisation avec jusqu'à 50 établissements totalement bloqués dont 15 où les agents ont refusé de prendre leur service, a indiqué la direction de l'Administration pénitentiaire. Dans sept prisons, les forces de l'ordre ont dû remplacer des surveillants absents.
Au total, 130 établissements sur 188 ont été touchés à des degrés divers par le mouvement, a indiqué la Direction de l'administration pénitentiaire. Dans quatre établissements, des détenus ont par ailleurs momentanément refusé de regagner leurs cellules, notamment à Pau où ils entendaient protester contre l'annulation du temps de promenade.
Devant la prison de Vendin-le-Vieil a été dressé un épouvantail représentant l'administration pénitentiaire, avec cet écriteau: *«Si on lâche, c'est le cimetière.»*

**«Il est hors de question pour nous de suspendre le mouvement», a déclaré hier le secrétaire général de l'Ufap-Unsa Justice, Jean-François Forget.** Photo AFP

## 15% des détenus se radicalisent en détention

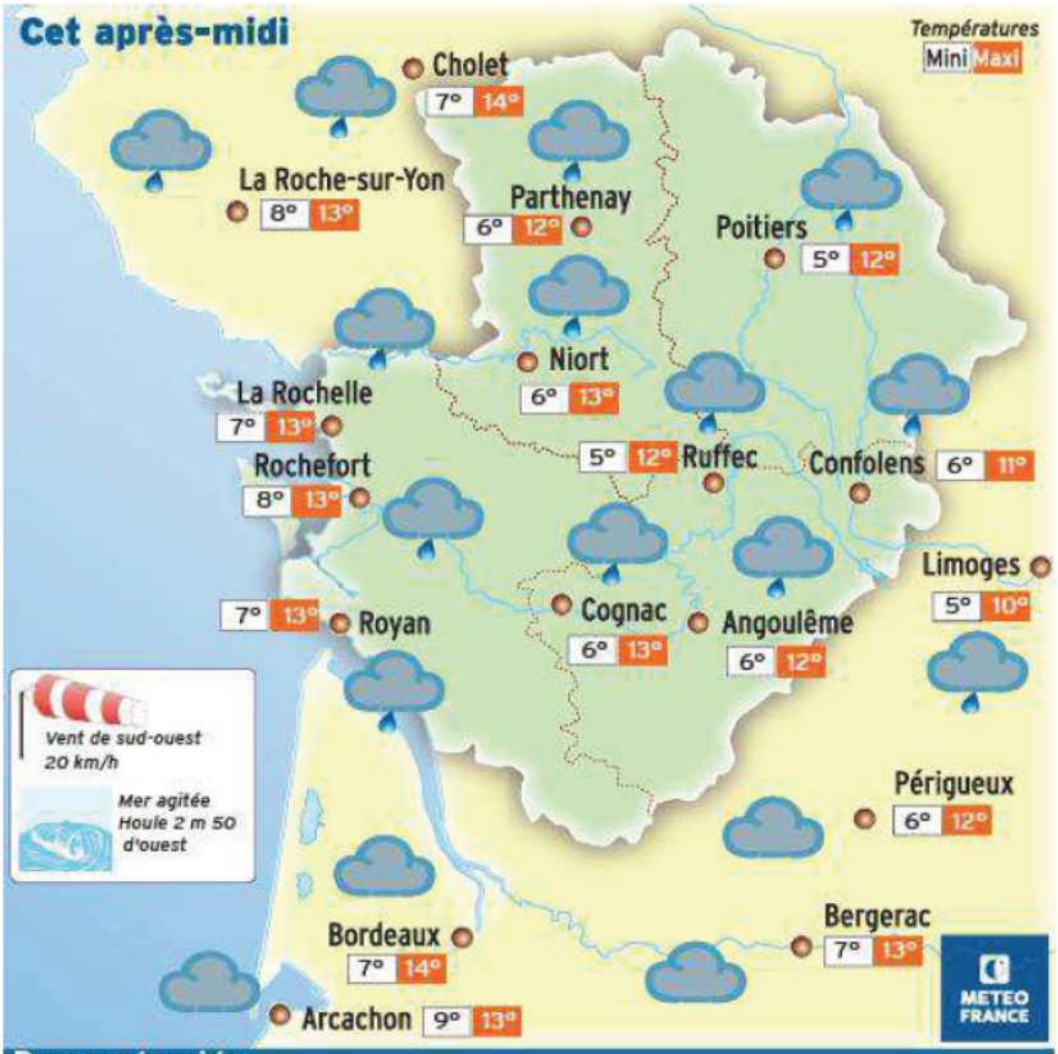
La lutte contre la radicalisation violente reste *«l'urgence»* en prison.

■ **Quels objectifs?** Les objectifs du gouvernement, qui s'apprête à annoncer un nouveau «plan global» pour la prison, sont multiples: prévenir la *«contagion»* - la Chancellerie estime qu'environ 15% des détenus radicalisés l'ont été en détention - et les risques de passage à l'acte en prison où la menace est bien réelle. En décembre 2017, selon la Direction de l'administration pénitentiaire (DAP), sur près de 70.000 détenus en France, on comptait 504 personnes incarcérées pour des faits de terrorisme et environ 1.200 suivies pour radicalisation.
Le nouveau plan d'action devrait, selon des sources gouvernementales, multiplier les dispositifs d'évaluation, repenser les quartiers disciplinaires ou d'isolement pour les détenus les plus dangereux et renforcer la prise en charge des détenus en fin de peine, notamment en milieu ouvert.

■ **La tentation du regroupement face à «l'explosion».** Fin 2014, le directeur de la prison de Fresnes décide de regrouper les détenus prosélytes dans une aile de l'établissement. En 2015, le gouvernement lance les *«quartiers dédiés»* aux détenus radicalisés islamistes. L'Etat met 100M€ d'euros sur la table sur trois ans, finance associations et expérimentations diverses. Est ainsi lancée l'idée d'un premier centre de prévention et d'insertion: conçu comme un internat pour pensionnaires volontaires en début de processus de radicalisation, le centre de Pontourny (Indre-et-Loire), ouvert en septembre 2016, fermera à l'été 2017 sans jamais avoir vraiment marché, faute de candidats.

■ **Le changement de cap.** Les *«aires dédiées»* vont faire place à six *«quartiers d'évaluation de la radicalisation (QER)»*, à partir desquels les détenus seront ventilés dans 27 établissements pour une *«prise en charge spécifique»*, annonce finalement en octobre 2016, le garde des Sceaux.

■ **Penser la sortie.** Plusieurs expériences ont les faveurs de la Garde des sceaux, Nicole Belloubet: un programme judiciaire lancé il y a deux ans à Colmar, qui a déjà concerné 23 délinquants en voie de radicalisation, ou le dispositif Rive, initié en secret fin 2016 qui prend en charge en milieu ouvert des personnes déjà condamnées ou en attente de jugement pour une infraction terroriste.




**Douceur humide.**

Le ciel est généralement gris et bas, avec de petites pluies ou du crachin. Le vent est de Sud à Sud-Ouest, faible à modéré, un peu plus sensible sur le littoral et le Poitou.

| | Royan | Cognac | Angoulême | Confolens |
|---|---|---|---|---|
| **Mercredi** | 10° 14° | 9° 15° | 8° 14° | 8° 14° |
| **Jeudi** | 8° 11° | 8° 12° | 7° 10° | 6° 10° |
| **Vendredi** | 6° 11° | 6° 11° | 6° 11° | 5° 10° |
| **Samedi** | 4° 10° | 4° 10° | 3° 10° | 3° 9° |
| **Dimanche** | 5° 10° | 3° 10° | 2° 10° | 3° 9° |
| **Lundi** | 5° 11° | 4° 12° | 3° 11° | 5° 11° |

# Le sommet économique de Macron

**VERSAILLES** Le président de la République recevait hier soir 140 patrons de grands groupes internationaux. Pour promouvoir sa politique proentreprises

Toyota, Google, SAP, Facebook… autant de multinationales qui ont offert hier à Emmanuel Macron des annonces d'investissements en France, à l'occasion du sommet Choose France au cours duquel le chef de l'État avait convié à Versailles 140 patrons de grands groupes.

Avant d'aller rencontrer ses hôtes au château, le président de la République avait passé l'après-midi dans l'usine Toyota d'Onnaing (lire ci-contre). Un moyen pour lui de démontrer que sa politique proentreprises relocalise des emplois industriels en France.

Hier soir, à Versailles, les patrons les plus actifs en France ont eu droit à un entretien de 20 à 30 minutes en tête-à-tête avec ce président plébiscité par les milieux d'affaires. Ce fut le cas de Bill McDermott, PDG du géant allemand des logiciels SAP, qui investira en France 750 millions d'euros, de Sheryl Sandberg (Facebook) et Sundar Pichai (Google), qui créent en France des centres de recherches sur l'intelligence artificielle, ou encore de Vasant Narasimhan (Novartis) qui investit 900 millions, notamment en Alsace.

Parmi les invités figuraient aussi Coca-Cola, Goldman Sachs, UPS, Alibaba, Bosch, Ikea, Barilla, Siemens, Volvo ou Rolls-Royce. Plusieurs patrons ont déjeuné avec le Premier ministre Édouard Philippe, qui a répondu à leurs questions sur les réformes en cours, la fiscalité, ou l'éducation.

### L'image de la France

À Versailles, les ministres ont aussi joué les VRP de la marque France, chacun ayant organisé, sur une plateforme Internet créée pour l'occasion, des rencontres avec les PDG. Bruno Le Maire a parlé au patron de Bosch de l'avenir de son usine de Rodez, où des emplois sont menacés.

« Plus de 3 milliards d'euros de projets ont été annoncés », a fait valoir le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, affirmant que « certains projets n'auraient pas vu le jour sans les réformes du gouvernement : baisse de l'impôt sur les sociétés, flat tax sur les revenus financiers, réforme du Code du travail ».

Le chef de l'État veut capitaliser sur l'amélioration de l'image de la France. 72 % des investisseurs américains escomptent une évolution positive en France contre 30 % en 2016, un record depuis 18 ans, selon un baromètre réalisé en novembre par la Chambre de commerce américaine et le cabinet Bain.

Paris estime avoir une carte à jouer dans un contexte marqué par le Brexit et l'imprévisibilité de Donald Trump. Cependant tout ne relève pas d'un « effet Macron ». L'année 2016 avait enregistré 1 117 investissements physiques étrangers en France (+16 %), un record depuis dix ans.

Demain, à Davos, Emmanuel Macron doit plaider pour une mondialisation mieux organisée.

**Emmanuel Macron entouré de John Chambers, patron de Cisco System, et de Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.** PHOTO AFP

### TOYOTA INVESTIT 300 MILLIONS DANS LE NORD

Emmanuel Macron a vanté le «made in France» en saluant la décision de Toyota d'investir 300 millions d'euros dans le Nord. « Si Toyota décide d'investir 300 millions et de créer 700 CDI ici, c'est parce que vous êtes bons », a-t-il lancé aux employés de l'usine Toyota d'Onnaing où il a passé plus de trois heures hier. Cet investissement est destiné à «moderniser le site et réaliser les aménagements indispensables, en particulier des ateliers d'emboutissage et de carrosserie», a ensuite expliqué le directeur de l'usine, Luciano Biondo. Il démontre, selon lui, « qu'il est possible d'investir et de produire en France».

# Les surveillants de prison maintiennent les blocages

**JUSTICE** Les discussions autour des conditions de travail et de la rémunération du personnel pénitentiaire se poursuivent

Les négociations sur la sécurité, l'emploi et la rémunération des personnels pénitentiaires continuent aujourd'hui entre le ministère de la Justice et les syndicats de surveillants. Après l'échec de premières négociations samedi, Nicole Belloubet s'est personnellement investie hier dans ces nouvelles discussions qui visent à mettre un terme à une mobilisation déclenchée par l'agression de surveillants dans la prison de Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais) le 11 janvier. Ce mouvement est l'un des plus importants depuis vingt-cinq ans.

La garde des Sceaux recevra cet après-midi à la Chancellerie les trois organisations syndicales à l'origine du mouvement (Ufap-Unsa, CGT, FO), après les avoir rencontrées hier pour la première fois depuis le début de la mobilisation. « C'est un métier extrêmement difficile », a reconnu la ministre à l'issue de leur rencontre.

Nicole Belloubet a précisé qu'elle souhaitait déboucher « le plus rapidement possible » sur « des résultats concrets pour les personnels de surveillance ». Les négociations de ce mardi porteront non seulement sur « les créations d'emplois », « la sécurité des personnels » mais aussi sur « la question indemnitaire ».

### « Amplifier » le mouvement

La ministre a toutefois précisé que l'indemnité, « ce n'était pas les changements de statut », en réponse aux syndicats FO pénitentiaire et CGT qui réclament le passage des surveillants de la catégorie C à B de la fonction publique.

Sur la question des emplois, la garde des Sceaux, qui a déjà proposé aux syndicats le recrutement de 1100 gardiens sur quatre ans, a expliqué « ne pas être certaine de pouvoir faire un effort plus considérable ».

À l'issue de la rencontre avec la ministre hier, les trois syndicats ont appelé dans un communiqué à poursuivre les blocages des établissements pénitentiaires partout en France aujourd'hui. « Il est hors de question pour nous de suspendre le mouvement », a déclaré le secrétaire général de l'Ufap-Unsa Justice (majoritaire), Jean-François Forget. Son homologue à FO, Emmanuel Baudin, souhaite « amplifier » le mouvement. « Nous voulons mettre la pression », a-t-il expliqué.

**La ministre de la Justice, Nicole Belloubet.** THOMAS SAMSON / AFP

### Les forces de l'ordre en renfort

La journée d'hier a été marquée par une forte mobilisation avec jusqu'à 50 établissements totalement bloqués, dont 15 où les agents ont refusé de prendre leur service, a indiqué la direction de l'Administration pénitentiaire. Dans sept prisons, les forces de l'ordre ont dû remplacer des surveillants absents.

Au total, 130 établissements sur 188 ont été touchés à des degrés divers par le mouvement, a indiqué la Direction de l'administration pénitentiaire, confirmant les estimations du syndicat Ufap-Unsa Justice.

Dans quatre établissements, des détenus ont par ailleurs momentanément refusé de regagner leurs cellules, notamment à Pau où ils entendaient protester contre l'annulation du temps de promenade.

Ces attaques à répétition alimentent la colère des gardiens qui jugent leur profession dangereuse, mal payée et mal considérée alors que les prisons souffrent d'une surpopulation chronique.

# Les élus charentais s'invitent chez la SNCF Nouvelle-Aquitaine

**LGV** La modification des dessertes d'Angoulême par la SNCF ne passe vraiment pas auprès des élus

**Les élus charentais ont déployé leur banderole pendant la conférence de presse de rentrée de la SNCF.** PHOTOCLAUDE PETIT/ « SO »

Les principaux élus d'Angoulême et de Charente ont un peu gâté le plaisir de Philippe Bru, le directeur régional de la SNCF, qui présidait hier matin la conférence de presse de rentrée de l'entreprise ferroviaire.

François Bonneau, président du Conseil départemental, Xavier Bonnefont, maire d'Angoulême, Jean-François Dauré, président du Grand Angoulême, et Daniel Braud, président de la Chambre de commerce et d'industrie, banderole jaune à la main, se sont même invités à la conférence de presse pour exprimer leur colère à l'égard de la SNCF.

### Des trajets plus longs ?

Celle-ci a en effet modifié l'horaire des dessertes de la gare d'Angoulême et sans aucune concertation préalable se plaignent les élus, qui rappellent que la Charente a versé 40 millions d'euros pour financer la LGV Tours-Bordeaux. Pire, ils considèrent même que les trajets entre Angoulême et Paris sont pour la plupart plus longs qu'avant le 2 juillet dernier.

Hier matin, ils ont de nouveau réclamé l'organisation rapide d'une réunion avec l'état-major de la SNCF, une demande appuyée par Alain Rousset, le président de la Nouvelle-Aquitaine, sachant que l'entreprise et la Région signeront une nouvelle convention à la fin de l'année.

Philippe Bru et Éric Redonnet, le directeur du TGV Atlantique, n'ont certes pas nié les modifications de desserte soulignés par les élus, rendus nécessaires selon eux pour insérer une desserte par le Ouigo (le train à bas prix). Mais ils précisent que le nombre de dessertes n'a pas diminué, que 11 des 15 dessertes aller-retour entre Bordeaux et Angoulême s'effectuent en 35 minutes (mais pas aux heures de pointe, déplorent les élus) et, surtout que le nombre de voyageurs entre Angoulême et Bordeaux a augmenté de 20 % depuis la mise en service de la LGV, et de 15 % entre la préfecture charentaise et Paris. Un chiffre qui, selon eux, conforte leurs décisions. « Notre porte reste ouverte pour les élus » ont assuré les deux cadres de l'entreprise.

### 2,7 millions de voyageurs

La LGV continue donc de tirer vers le haut la fréquentation. Entre les deux deuxièmes semestres 2016 et 2017, le nombre de voyageurs TGV a augmenté de 70 %. « Cet engouement n'était donc pas seulement estival », se réjouit Éric Redonnet. Depuis le 2 juillet, 2,7 millions de voyageurs sont montés à bord d'un TGV ou d'un Ouigo (qui, depuis le 10 décembre, dessert Paris-Montparnasse). La fréquentation profite aussi aux TER avec 13 % d'abonnements supplémentaires à la rentrée 2017. Et même les vieux InterCités prennent un coup de jeune et sont de nouveau populaires auprès des voyageurs, notamment entre Bordeaux et Marseille. À des tarifs peu chers, ça va de soi…

**Benoît Lasserre**

## HOURRA LES GARES

**ENQUÊTE** La SNCF a rendu publics les résultats de ses enquêtes de satisfaction effectuées dans les gares de Nouvelle-Aquitaine. Pour ce qui est des informations diffusées, la note est de 7,9 sur 10 et la gare de Périgueux obtient la première place nationale.

Les gares de la région montent également sur la plus haute marche du podium national pour la propreté et la sûreté. La meilleure note de satisfaction globale attribuée à une gare française revient à celle de Limoges avec 8,3 sur 10.

**Les fréquences de la TNT changent ce mardi 23 janvier**

Pensez à régler votre téléviseur... Sauf si vous habitez dans la frange Est du département...

Les modalités de diffusion de la télévision numérique terrestre (TNT) changent. Une manipulation très simple est nécessaire pour ne pas être confronté à un écran noir aujourd'hui. Il suffit de lancer une recherche automatique des chaînes sur son écran. L'Agence régionale des fréquences (ANF) donne de précieuses informations pratiques sur le site www.recevoirlaTNT.fr. Un numéro de téléphone (09 70 81 88 18) est, par ailleurs, ouvert jusqu'à 22 heures aujourd'hui.

En Charente, sont concernés les téléspectateurs dont les antennes sont dirigées vers l'émetteur régional de Niort-Maisonnay (et les réémetteurs locaux comme Saint-Saturnin). Dans la frange Est, près de la Haute-Vienne et de la Dordogne, notamment du côté de Montbron couvert par l'émetteur de Limoges, les fréquences ne seront modifiées que le 20 novembre. Attention, dans certains secteurs proches de Confolens et de Soyaux, où l'on reçoit les signaux de Niort mais aussi ceux de Limoges, tout dépend de l'orientation de votre antenne.

# Le Département leur offre des voitures

**SOLIDARITÉ** Neuf véhicules réformés des services ont été rétrocédés à des associations, hier

Hier, les élus Samuel Cazenave et Agnès Bel ont officiellement remis les clés de neuf véhicules réformés des services du Département à trois associations couvrant l'ensemble du territoire de la Charente. Cette initiative a pour objectif avoué l'accompagnement à l'emploi de personnes bénéficiant des minima sociaux en leur offrant une mobilité supplémentaire.

Aguerri, le président de l'Association de régie urbaine (ARU), Victor Kerriguy, résume le système : « Nous louons les véhicules à des personnes selon leurs besoins, souvent orientées par des prescripteurs. Pour ne pas les inscrire dans la durée et les accompagner à acquérir leur propre voiture, chaque bénéficiaire peut profiter de cette offre trois mois maximum. Le tarif est de 100 euros le premier mois, 110 le deuxième et 120 le troisième. »

C'est sur ce schéma qu'Emmaüs Ruffec devrait se caler également. Déjà propriétaire d'un parc de scooters, l'association du nord-Charente s'est vu attribuer, hier, ses deux premières voitures. « Une pour le Ruffécois et une pour le Confolentais », explique sa présidente, Ilham Bouhadjar.

Dans l'ouest et le sud charentais, Les Quatre Routes ont récupéré sur ce parking des services techniques du Département trois véhicules. « Nous proposons parfois de la location longue durée pour un public identifié qui ne pourrait s'en sortir avec un crédit. »

### Garage solidaire

Toutes ces associations proposent des cours de conduite pour personnes ayant des troubles cognitifs et également des services de garage solidaire.

Le Département rétrocède pour la deuxième fois ces véhicules réformés à des associations. La première fois, en juillet, dix véhicules avaient regagné les parcs de structures solidaires. Une action qui a un coût pour l'institution puisque, pour chaque voiture, il pourrait prétendre à être payé entre 800 et 1 200 euros.

**La conseillère départementale Agnès Bel avec la présidente d'Emmaüs Ruffec, Ilham Bouhadjar.** PHOTO MARIE FAUVEL

# La Charente en vigilance orange

**MÉTÉO** Les cours d'eau sortent de leurs lits et plusieurs routes départementales sont barrées par les eaux

**Le chemin de la Coulée verte, du côté d'Angoulême, est sous l'eau.** PHOTO PIERRE MEUNIÉ

Hier, Météo France a placé la Charente, mais aussi quatre autres départements de Nouvelle-Aquitaine (Dordogne, Charente-Maritime, Gironde et Lot-et-Garonne) en vigilance orange jusqu'à mardi, 16 heures. Des départements sous surveillance en raison des risques d'inondations.

Vigicrues, le site d'information sur les risques de crues, qualifiaient toutefois les débordements, repérés ça et là et spectaculaires par endroits, de « modérés et habituels pour la saison ».

« Les épisodes pluvieux de ces derniers jours ont fait remonter les niveaux des cours d'eau des bassins de la Charente, de la Boutonne, de la Sèvre et de la Seudre », constataient les services de Vigicrues, tout en précisant que « l'accalmie prévue en terme de précipitations devrait permettre d'amorcer la décrue en tête des bassins ».

**Routes coupées**

Plusieurs routes étaient toutefois, hier après-midi, coupées à la circulation, signalaient les services du Département : la RD 139 à Bonnes, la RD 390 à Agris, la RD 144 à Merpins, la RD 66 entre Bonneville et Patreville, la RD 120 entre Maontaigon, sur la commune de Gourville, et le carrefour entre RD 120 et la RD 357, la RD 404 entre Vibrac et Angeac-Charente, la RD 176 à Taizé-Aizie, au lieu-dit Les-Forges, et la RD 468 à Val-de-Bonnieure. Plusieurs autres routes continuaient à rester sous surveillance mais n'étaient pas encore fermées à la circulation hier après-midi, à savoir la RD 90 à Bassac Triac-Lautrait, la RD 88 à Ambérac et la RD 117 à Vars.

# Rémy Martin mise sur de grands travaux

**NÉGOCE** La société investit fortement pour restructurer et renforcer ses sites de Cognac, Merpins et Juillac-le-Coq. Un projet étalé sur six ans

DIDIER FAUCARD
d.faucard@sudouest.fr

L'embouteillage du Louis XIII, le très haut de gamme de Rémy Martin, à Merpins où tous les services vont désormais être regroupés. PHOTO ARCHIVES ANNIE LACAUD

Porté par l'excellente santé du marché avec un nouveau record de ventes l'an passé (« Sud Ouest » du 17 janvier), le monde du cognac investit. Il y a eu la restauration de l'ancienne tour d'embouteillage de Martell et la construction de la nouvelle unité d'embouteillage d'Hennessy, sur la zone du Pont-Neuf. Rémy Martin, troisième puissance de l'or ambré, ne pouvait guère rester en retrait. Ainsi, la maison de négoce a annoncé, lors des vœux au personnel, un plan d'investissements en plusieurs étapes. Une annonce que nous a confirmée Éric Vallat, directeur général de la société.

Celui-ci se refuse à donner la moindre estimation globale de ces investissements. Le chiffre de 50 millions d'euros était parvenu jusqu'à nos oreilles. « Totalement fantaisiste », réfute Éric Vallat. Le budget devrait toutefois être copieux. La restructuration de la maison sera échelonnée jusqu'en 2024, année où Rémy Martin célébrera son 300e anniversaire. Un cap pour ses ambitions.

## 1 Une nouvelle distillerie à Juillac-Le-Coq

Le premier chantier est l'ouverture d'une nouvelle distillerie à Juillac-Le-Coq. Elle devrait être opérationnelle dès cette année. « Les travaux ont déjà commencé », indique Éric Vallat. Cette distillerie « aura valeur d'exemplarité pour nous et nos viticulteurs, poursuit le directeur général. Le site de vinification et de distillation sera placé sous le signe de la responsabilité sociale de l'entreprise. » C'est-à-dire un condensé de bonnes pratiques en matière sociale, environnementale et économique. « Nous souhaitons que cette distillerie soit la plus verte possible et que cette notion de durabilité soit associée à celles de haute qualité du produit et de rentabilité. »

> « Il s'agit d'un investissement important qui affirme notre confiance en l'avenir »

Rémy Martin est déjà détenteur de la certification HQE (haute qualité environnementale). « Nous avons été les premiers à l'obtenir dans la région », souligne Éric Vallat. La maison veut aller plus loin en matière de viticulture durable. « Nous allons encore revoir notre degré d'exigence à la hausse. »

## 2 Des extensions programmées

Le numéro 3 du cognac exploite directement 360 hectares de vignes dans ses domaines. De nouvelles plantations sont envisagées. Une autre extension est prévue, matérielle cette fois. Elle concerne les bureaux qui se trouvent sur le site de vieillissement, à Merpins. « Ils ne sont plus vraiment adaptés aux besoins d'aujourd'hui », note Éric Vallat.

## 3 Regroupement des services à Merpins

« Je ne peux pas vous donner de budget mais il s'agit d'un investissement important qui affirme notre confiance en l'avenir », assure le directeur général en évoquant le troisième volet des investissements prévus par Rémy Martin. La maison de négoce se trouve confrontée au fait que ses bureaux se trouvent sur plusieurs sites. Le vieillissement et l'embouteillage à Merpins et le siège à Cognac. « Et comme, bien évidemment, nous ne pouvons pas rapatrier le vieillissement et l'embouteillage à Cognac, nous allons construire un nouveau bâtiment à côté du site d'embouteillage afin de pouvoir réunir toutes les équipes sur un seul lieu », explique Éric Vallat. Et d'annoncer la réalisation d'un bâtiment ultramoderne, lui aussi durable, économe en énergie et accompagné d'un environnement paysager.

Éric Vallat, directeur général de Rémy Martin.
PHOTO ARCHIVES JULIE MUSSEAUX

## 4 Le siège ne restera pas une coquille vide

Quid, alors, du siège historique qui se trouvera en partie vidé de son activité ? Que l'on se rassure, les bâtiments ne resteront pas une coquille vide. Le siège sera transformé en une vitrine de la maison de négoce « mais une vitrine vivante » qui servira, essentiellement, à l'accueil des visiteurs. « Il y a, derrière, un projet extrêmement ambitieux. Tout l'espace va être complètement repensé », indique Éric Vallat qui, là aussi, se garde bien d'en dire trop pour le moment sur ce fameux projet. Le secret, il est vrai, fait partie du monde du cognac.

**300** La maison de négoce, fondée en 1724, fêtera donc le tricentenaire de son existence dans six ans. Une bonne occasion de « montrer ses muscles » et d'impulser une nouvelle dynamique très en amont. C'est ce qu'ont parfaitement réussi à réaliser les deux plus grandes maisons de la place, en 2015. Hennessy célébrait son 250e anniversaire quand Martell soufflait 300 bougies. Au-delà de l'événement, célébré avec faste, les projets ont fleuri sur le long terme. Hennessy a donné un coup de jeune à son circuit de visite et Martell continue d'entretenir un brasier d'idées autour de sa tour, dédiée à une fondation culturelle d'entreprise.

# Les Chais Monnet vont recruter 50 collaborateurs

**La chambre témoin de l'hôtel de luxe qui ouvre cet été.**

PHOTO QUENTIN PETIT

**EMPLOI** Les candidatures affluent pour les chais Monnet. Le complexe hôtelier et touristique de luxe ouvrira cet été. À terme, la structure devrait employer entre 70 et 90 personnes à l'année, avec des pointes entre 120 et 150 personnes en pleine saison. Le recrutement se poursuit, avec une journée dédiée, jeudi prochain, dans les locaux de la Chambre de commerce et d'industrie de Cognac. En jeu, pas moins de 50 emplois, « majoritairement en CDI et à temps plein », précise Arnaud Barnvens, directeur général de l'hôtel Chais Monnet. Des collaborateurs « débutants ou confirmés », y compris dans des postes d'encadrement, sont recherchés dans les métiers de bouche (serveur (se), barman, cuisinier, pâtissier...), accueil (réceptionniste, concierge, voiturier, bagagiste, night auditor, standardiste), hôtellerie (gouvernante, femme de chambre, équipier), bien-être (spa praticien, coach sportif, esthéticienne), et dans le domaine commercial (agent de réservations, comptable, agent technique, etc). « L'Hôtel Chais Monnet souhaitant apporter aux candidats la promesse d'un épanouissement professionnel et la possibilité de faire partie d'une aventure humaine inédite invite ceux-ci à se présenter munis de leur CV et d'une lettre de projet pour participer à une présentation et un entretien personnalisé », précise la structure dans un communiqué. Renseignements et inscriptions : recrutement@chais-monnethotel.com.